

Presse en Israël : le tabou de l'occupation

Paris Match | Publié le 21/07/2020 à 01h00
Sébastien Leban

<https://www.parismatch.com/Actu/International/Presse-en-Israel-le-tabou-de-l-occupation-1694537>



Pour un petit pays de presque 9 millions d'habitants, l'offre dans les kiosques est riche et diversifiée : news, people, féminin...Sébastien Leban/Paris Match

Elle jouit d'une liberté rare, au cœur du chaos moyen-oriental. Alors que le pays a lancé l'annexion de la vallée du Jourdain, quelle place la presse israélienne accorde-t-elle dans ses pages au conflit dans les Territoires palestiniens ? Face à des lecteurs de plus en plus à droite, les journaux de gauche persistent à rendre compte des réalités de la colonisation et de la présence militaire ; ceux de droite recherchent l'audience... consensuelle. Nous sommes allés à la rencontre des reporters et rédacteurs en chef. Les uns assumant le silence sur le sujet, d'autres animés de l'énergie du désespoir.

Au petit matin, alors que les rayons de soleil percent timidement les allées encore vides du shouk Mahane Yehuda, le marché aux fruits et légumes de Jérusalem, les commerçants déballent leur camelote. Devant les échoppes s'entassent les exemplaires d'un journal sur lequel des milliers d'Israéliens vont se noircir les doigts tout au long de la journée. Ce journal, c'est « Israel Hayom » (« Israël aujourd'hui »), le quotidien national gratuit à très grand tirage, dont la une est invariablement flanquée du drapeau israélien. Conservateur, populaire et nationaliste, il prend fait et cause pour la politique du Premier ministre, Benyamin Netanyahou. Le journal le plus lu d'Israël tire chaque jour à 350 000 exemplaires et dépasse le demi-million pour son édition du week-end. Des chiffres colossaux pour un pays qui compte un peu moins de 9 millions d'habitants.

Le quotidien, créé en 2007, est régulièrement taclé pour sa couverture partielle de l'actualité et notamment des affaires impliquant le Premier ministre. « Certains de nos détracteurs avancent que Netanyahou est encore au pouvoir grâce à notre journal... Eh bien, je prends ça comme une réussite », assène Boaz Bismuth, le charismatique rédacteur en chef depuis 2017. Financé par le magnat américain Sheldon Adelson, un proche de Donald Trump, « Israel Hayom » est surnommé le « Bibiton », contraction de « Bibi » (surnom de Netanyahou) et « iton » (journal en hébreu). Mais le paysage de la presse israélienne ne se limite pas à son dernier-né, devenu tout-puissant. Il a longtemps été dominé par deux quotidiens de centre droit, « Yediot Aharonot » (« Les Dernières Nouvelles ») et « Maariv » (« Le Soir »), fondés respectivement en 1939 et 1948, et par un titre marqué à gauche intitulé « Haaretz » (« Le Pays »), né en 1918.

Le conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens est absent des gros titres

La pluralité politique et idéologique s'exprime librement à travers ces titres qui existent encore sous leur forme « papier » et cohabitent avec la nouvelle génération de médias sur le Web. Selon Nahum Barnea, célèbre éditorialiste de « Yediot Aharonot », « la relation entre les médias et le pouvoir remonte bien

avant la création de l'Etat d'Israël. Elle a toujours été fructueuse et teintée de respect mutuel. Les médias ont même participé à la lutte pour l'indépendance de notre Etat ». Pourtant, le conflit qui oppose Israéliens et Palestiniens depuis plus de soixante-dix ans est absent des gros titres, exception faite lors des périodes d'affrontement ou lors des opérations militaires d'ampleur (la dernière, nommée « Bordure protectrice » à Gaza, remonte à l'été 2014).



Pour Noam Sheizaf, créateur du site indépendant d'information « +972 Magazine » : « Le conflit semble être un problème externe à notre société, tant les médias se focalisent sur les problématiques du peuple juif dans la société juive. Le récit palestinien est quasiment absent des médias israéliens.

Salle de rédaction du quotidien "Haaretz", sud de Tel-Aviv. © Sébastien Leban/Paris Match

Il y a une sorte de statu quo, une règle non dite selon laquelle l'intérêt des Israéliens dans un futur à moyen terme réside dans le fait d'ignorer ce conflit. » La censure gouvernementale est inexistante, la liberté totale, selon les dires de nombreux journalistes interrogés. « Il n'est pas question ici de censure, mais plutôt d'autocensure pour les médias de notre pays », précise Sheizaf. Ce qui n'est pas pour faciliter le travail de la presse dite « de gauche ».

Charles Enderlin a été le correspondant de France 2 en Israël de 1981 à 2015. Il est la mémoire du traitement journalistique de ce conflit. Son excellente connaissance des médias français et israéliens fait de lui un observateur privilégié de la situation. Il détaille : « La vie des Palestiniens n'existe pas dans la presse israélienne, à l'exception du "Haaretz". Les grandes chaînes de télévision, qui servent le récit consensuel du pays, sortent parfois quelques histoires en lien avec les Palestiniens, mais très rarement. Aujourd'hui, une immense majorité des Israéliens n'a jamais rencontré de Palestiniens et ne montre aucun intérêt à leur égard. » A croire que le conflit clé du Moyen-Orient n'intéresse que ceux qui n'y vivent pas.

Un soldat tire dans la tête d'un enfant palestinien de 10 ans? Personne n'en parle !

Sobrement intitulée « La zone d'ombre », la chronique hebdomadaire de Gideon Levy, publiée dans « Haaretz » depuis près de trente ans, est probablement l'article le moins lu de toute la presse israélienne. Pourtant, chaque semaine, il se rend dans les Territoires palestiniens et en rapporte une histoire humaine ou relate la brutalité de l'occupation. « Les Palestiniens n'apparaissent dans nos journaux que dépeints en terroristes ou au mieux déshumanisés. C'est inconcevable pour moi qu'un soldat israélien tire dans la tête d'un garçon de 10 ans dans les Territoires occupés et que personne n'en parle ! J'ai beau raconter des histoires dramatiques, aucune réaction... L'apathie est ma pire ennemie », se désole Gideon Levy.

Les ONG comptent parmi les rares sources d'information de première main. L'une des plus actives, Breaking the Silence (Briser le silence) publie régulièrement des témoignages d'anciens soldats de Tsahal qui partagent leurs expériences de missions et dénoncent les dérives de l'occupation et de l'armée. Leur travail essentiel se heurte à de violentes campagnes de délégitimation de la part du gouvernement. Achiya Schatz est le porte-parole de Breaking the Silence : « L'organisation a subi de nombreuses attaques de la part de ministères, sur le plan juridique, sur le plan personnel, politique. On est ciblés car on touche à l'armée, la chose la plus sacrée dans la société israélienne. Mais ces attaques sont aussi la validation que notre travail est juste ! »

Paris Match est allé à la rencontre de plusieurs figures du journalisme et des ONG qui ont dédié leur carrière à informer, dénoncer, documenter et parfois légitimer ce conflit. Elles livrent ici leurs témoignages.

Achiya Schatz: "La vérité sur l'occupation n'est pas... casher !"

Jeune et pourtant déjà épuisé, le porte-parole de l'organisation Breaking the Silence se confie sur la difficulté de critiquer ouvertement l'armée en Israël et sur la volonté d'anciens soldats de témoigner des crimes de l'occupation. Accusée de trahison par une droite nationaliste dont les médias se font le relais, l'ONG doit essuyer d'innombrables attaques en Israël et se tourne dorénavant vers l'international.



« Lorsque j'ai fait mon service militaire, j'ai ressenti un décalage énorme entre ce que je pensais savoir des Territoires palestiniens et la réalité que je voyais de mes yeux. J'ai un parcours classique : j'ai grandi dans un village à côté de Jérusalem, au sein d'une famille religieuse et sioniste. J'ai ensuite fait l'armée dans une unité d'élite de combat, en charge du contre-terrorisme. Après mon service, je m'investis dans une mission de "hasbara" en Afrique du Sud. "Hasbara" signifie explication, éclaircissement, c'est un plaidoyer pro-Israël. L'idée est d'exposer ce qu'il se passe dans le pays sous un angle très favorable, car les médias du monde entier renvoient souvent une image négative du pays.

Entendre ces soldats dénoncer l'occupation, partager les mêmes angoisses que moi, ça a changé ma vie

Le "hasbara" n'est ni plus ni moins que de la propagande officielle de l'Etat. Je suis allé en Afrique du Sud pour parler à des jeunes Juifs, en répétant ces messages : nous sommes l'armée la plus morale du monde, on doit et on a le droit de nous défendre, de construire en Cisjordanie, etc. Mais je ne croyais plus vraiment en ce que je disais après mes trois ans de service, j'avais besoin de comprendre pourquoi. Le déclic s'est produit quand je suis allé faire un tour du côté de Breaking the Silence. Entendre ces soldats témoigner, dénoncer l'occupation, partager les mêmes angoisses que moi, ça a changé ma vie. Il y a un vrai besoin de rompre le silence sur ce qu'il se passe de l'autre côté. Je pensais savoir, car j'y suis allé en mission, mais cela concerne peu de monde

finalement (20 % seulement des soldats servant dans une unité combattante opèrent dans les Territoires).

Les médias israéliens sont l'outil le plus efficace pour cacher l'occupation

Très vite, je m'investis dans l'organisation et deviens leur porte-parole en 2015 ; année qui marque un tournant avec l'enquête que nous avons menée à la suite de l'opération "Bordure protectrice" à Gaza. Nous avons filmé des témoignages de soldats avant de les envoyer aux médias. "Haaretz" en a publié quelques-uns, mais les autres journaux, radios et télévisions nous ont ignorés. Les médias israéliens sont l'outil le plus efficace pour cacher l'occupation, ils l'ont démontré ! Des semaines durant, des dizaines d'articles et de fake news à propos de Breaking the Silence ont inondé les médias. Si le messenger (Breaking the Silence) n'est pas casher, le message n'est pas casher. Si tu consommes un message non casher, alors tu es en faute ! Et... la vérité sur l'occupation n'est pas casher.

Breaking the Silence devait être une alternative pour obtenir de l'information, mais nous n'avons pas réussi à atteindre ce but. On a abandonné l'idée de parler au public israélien, on s'est plus tournés vers l'international où nous trouvons un véritable écho. Nous faisons un travail d'enquête et d'archives sur les soldats qui servent l'occupation, ses mécanismes. C'est un témoignage indispensable pour les générations à venir. Je suis épuisé mais j'ai de l'espoir, car être désespéré est un privilège. Tant qu'il y aura l'occupation, il y aura des gens pour la dénoncer. »

Lire aussi. ["Nous avons créé un monstre: l'occupation"](#)



Gideon Levy : "Ici, ce conflit est devenu comme la météo : on n'y peut rien"

L'éditorialiste phare du quotidien « Haaretz » nous reçoit dans son appartement près de Tel-Aviv. Sur les murs, le ton est donné : une photographie d'un enfant palestinien contrôlé par un soldat israélien en Cisjordanie côtoie l'affiche historique « Visit Palestine ». Sa voix rauque et posée cache à peine la détermination qui l'anime depuis près de quarante ans.

Depuis longtemps, j'ai honte d'être israélien et ça empire chaque année

« J'aurais pu être un vrai Israélien, nationaliste ! Mes parents m'ont élevé en bon sioniste, puis j'ai servi dans l'armée en tant que journaliste à la radio militaire (Galei Tsahal). J'ai rejoint la rédaction de "Haaretz" en 1982. Mais ce n'est qu'à la fin des années 1980 que j'ai commencé à voyager dans les Territoires occupés. Assez rapidement, j'ai réalisé que ma carrière serait consacrée à couvrir l'occupation. Plus j'ai vu, plus j'ai témoigné et documenté de situations, plus mes opinions se sont radicalisées. Depuis longtemps, j'ai honte d'être israélien et ça empire chaque année. Tous les lundis, depuis une trentaine d'années, je me rends en Cisjordanie pour écrire ma chronique intitulée "The Twilight Zone" ("La zone d'ombre"). J'ai le privilège de ne couvrir que des histoires exclusives, puisque aucun média israélien ne met les pieds où je vais : démolition de maisons, familles obligées de déménager, violences de l'armée... Je mets des visages et des noms sur des histoires pour qu'elles deviennent humaines. Malheureusement, plus grand monde ne me lit. J'ai longtemps écrit pour les Israéliens mais, aujourd'hui, c'est une bataille perdue. Le mainstream israélien est tellement à droite, nationaliste et aveugle que c'est très dur à changer. J'ai la chance que "Haaretz" soit traduit en anglais et suis certain que je suis largement plus lu en anglais qu'en hébreu.

L'occupation n'est plus un sujet dans la société israélienne

Je n'ai jamais reçu la moindre menace ni censure du pouvoir et encore moins de la part de mon journal. Israël est un lieu unique lorsqu'il s'agit de liberté de la presse au Proche et Moyen-Orient. Le problème c'est que les médias ne savent pas quoi faire de cette liberté ! Je ne prends pas cela pour acquis, je ne suis pas sûr que ça dure encore très longtemps. Et peut-être que ce que j'ai le droit d'écrire aujourd'hui deviendra illégal demain. Après la guerre de 2014 à Gaza, j'ai reçu de nombreuses menaces et j'ai dû être protégé 24 heures sur 24. C'était très difficile à vivre. L'occupation n'est plus un sujet dans la société israélienne, personne ne se préoccupe de ce qui se passe de l'autre côté du mur... L'occupation est devenue comme la météo, on ne peut rien y faire. C'est le résultat d'un lavage de cerveau systématisé. La logique est la même pour la presse car il s'agit de vendre des journaux. Et personne ne veut acheter un journal qui parle des horreurs de l'occupation. Le déni est la meilleure solution qu'ils aient trouvée pour vivre en paix avec la situation.

Heureusement, "Haaretz" continue de traiter ce sujet fondamental. "Haaretz" a un rôle historique : c'est le dernier phare dans la nuit que nous traversons. Je ne m'arrêterai jamais d'écrire. Tant que je peux, je continuerai, car il n'y a personne pour reprendre le flambeau. »

"Une règle non dite : l'intérêt des Israéliens, c'est le statu quo "

Son look adolescent tranche avec le caractère cérébral du personnage. Après avoir fondé en 2010 le site « +972 Magazine », qu'il qualifie de « couverture radicale et indépendante de la politique à l'âge des nouveaux médias », il se consacre à la réalisation d'un documentaire sur Hébron. Installé à la terrasse d'un café de Tel-Aviv, non loin du lieu où Yitzhak Rabin a été assassiné en 1995, Noam Sheizaf livre son analyse de la situation.



Noam Sheizaf© Sébastien Leban/Paris Match

« Je pense que les médias sont le miroir de la société. Israël a viré à droite, est devenu très nationaliste et les médias ont emboîté le pas. J'écris pour un lectorat israélien, d'ailleurs j'écris en hébreu. Je viens d'une génération qui a vécu à travers le conflit, l'armée, le processus de paix. Deux peuples qui vivent sur une terre avec deux réalités politiques. Mon travail tente d'être sensible, réceptif et compréhensif au récit palestinien, mais je constate que notre société, nos médias le rejettent.

Aucun changement majeur depuis la seconde Intifada

Le conflit est absent de la presse. Il semble être devenu un sujet externe à notre société. Les médias se focalisent sur les problématiques du peuple juif dans la société juive, comme la corruption ou le logement. Ce processus ne se limite pas aux médias, mais est étendu aux milieux académique, artistique et culturel. Par exemple, dans les écoles, certains contenus ne seront simplement plus admis, comme le travail de *Breaking the Silence*. Les Israéliens bénéficient d'une règle non dite : leur intérêt dans un futur à moyen terme réside dans le statu quo et dans son maintien. Pour preuve, aucun changement majeur depuis la seconde Intifada. Celle-ci a apporté deux développements importants : le désengagement de Gaza et la construction du mur de séparation. Israël s'apprête maintenant à annexer la Cisjordanie, préparant le terrain à un apartheid avec des citoyens de seconde zone. L'habileté des médias traditionnels à influencer les publics est moins forte qu'avant. Aujourd'hui, les politiciens utilisent les médias sociaux pour avoir un impact bien plus important et direct sur leur base. Pour autant, un journal comme "Israel Hayom" influence toujours énormément la compréhension et l'action politique des lecteurs.

Mon éditeur a rejeté plusieurs histoires et reportages liés à Gaza

C'est aux journalistes d'être créatifs dans leur couverture du conflit : trouver des angles qui montrent comment il impacte leur vie quotidienne. Je sais que "+972" n'est lu que par des convaincus... Cette situation est très frustrante, mais notre travail aura toujours de la valeur en Israël. Lorsque j'écrivais pour "Maariv", mon éditeur a rejeté plusieurs histoires et reportages liés à Gaza. Il

a tué le projet dans l'oeuf en invoquant des excuses : ce n'est pas intéressant, ce n'est pas crédible. Il ne faisait qu'appliquer les consignes qu'il avait reçues du directeur de la publication. Le journal est même allé jusqu'à publier un rectificatif pour s'excuser d'une tribune qui critiquait l'armée et son action durant la guerre de 2008. J'ai imprimé cet article d'excuses et je l'ai accroché dans mon bureau. Il me sert de rappel... »

Lire aussi. [Israël, la déchirure](#)



Boza Bismuth : "Les rois ne sont pas les médias mais la rue"

C'est dans un français parfait que Boaz Bismuth, le rédacteur en chef du quotidien « Israel Hayom », le plus lu du pays, nous accueille dans son bureau de Tel-Aviv. L'ancien grand reporter et ex-ambassadeur d'Israël en Mauritanie est branché sur Fox News, pose avec Trump et assume le soutien de son journal à Netanyahu, mais se défend de tout interventionnisme du Premier ministre.

Boaz Bismuth© Sébastien Leban/Paris Match

« La particularité d'«Israel Hayom», c'est qu'il offre une tribune au lectorat conservateur. Depuis sa première édition, on a essayé de nous discréditer, mais on n'a fait que progresser ! C'est un journal qui n'oublie pas d'être israélien, qui respecte la tradition et la religion juives, approuve la loi d'Etat-nation, respecte les minorités et apporte avant tout de l'information. «Israel Hayom» est devenu le meilleur ami de l'Israélien, et probablement le numéro un mondial des journaux gratuits. Depuis mon arrivée en 2017, je n'ai assisté à aucune intervention de la part du directeur de la publication. Certes, le journal appartient à un milliardaire qui soutient Trump, mais connaissez-vous beaucoup de journaux qui appartiennent à des pauvres ? Il faut bien payer tous les salariés. Certains détracteurs disent que Netanyahu est encore au pouvoir grâce à notre journal, je prends ça comme une réussite et non comme une critique.

J'ai du mal avec le terme "occupation"

Nous jouissons d'une liberté totale, mais nous respectons nos principes, ancrés à droite, comme par exemple la poursuite de la construction en Judée-Samarie [Territoire occupé en Cisjordanie]. Il ne faut surtout pas croire que les médias dictent tout, ce ne sont

pas les nouveaux rois du pays. C'est encore et toujours la rue, les électeurs qui dictent la politique. Notre journal tient le coup car il est bon et honnête. Si vous distribuez des falafels gratuitement dans la rue et qu'ils ne sont pas bons, les gens vont les manger une fois et ne reviendront plus, c'est pareil pour notre journal. Lorsqu'il y a collusion entre le pouvoir et un journal, c'est un problème. Mais entre parler au Premier ministre pour obtenir des infos exclusives et le fait qu'il dicte le titre du journal du lendemain, il y a un fossé énorme. J'ai du mal avec le terme « occupation ». Notre journal traite plus du terrorisme, malheureusement. Non seulement, pour nous, il n'y a pas d'occupation, mais surtout on pense que le gouvernement ne construit pas assez en Judée-Samarie.

En Israël, la droite n'a pas le monopole sur la sécurité et la gauche n'a pas le monopole sur la paix. Avec Gideon Levy, on a des objectifs différents : lui pense qu'il y a occupation et il va essayer de le montrer par son travail ; moi je pense que les Juifs doivent habiter et construire toujours plus en Judée-Samarie. Lui comme moi, on va défendre le droit de l'autre à exprimer ce qu'il veut, comme il veut. C'est ça la beauté de la démocratie et de la liberté d'expression de notre pays. »